



**COMPTE-RENDU
DE LA JOURNÉE DES OJ
DU 16 NOVEMBRE 2017**



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	P.5
DISCOURS D'OUVERTURE	P.6
ATELIERS DE LA JOURNÉE :	
• RENCONTRE D'UN TROISIÈME SECTEUR : PARTENARIATS HORS OJ	P.10
• LOST IN EVALUATION : COMMENT J'ÉVALUE MES PROJETS ET ACTIVITÉS ?	P.11
• MIXITY REPORT : COMMENT ÉLARGIR SON PUBLIC ?	P.15
• LE LOUP DES OJ : DIVERSIFIER SES SOURCES DE FINANCEMENT	P.18
• IL FAUT SAUVER LES VOLONTAIRES : VALIDATION OU VALORISATION DES COMPÉTENCES ?	P.20
• UE-OJ : UN NOUVEL ESPOIR ?	P.22
SÉANCE PLÉNIÈRE	P.24
ÉVALUATION DE LA JOURNÉE	P.27



INTRODUCTION

Suivant l'article 40 du décret fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subvention aux Organisations de Jeunesse du 26 mars 2009, la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse (CCOJ) organise une fois par an une réunion de l'ensemble des OJ.

Afin de la rendre à la fois attractive et pertinente pour les OJ, la CCOJ a organisé pour la seconde fois cette réunion le 18 novembre 2017 sur le site de la Marlagne à Namur sous forme d'une « journée des OJ ». Cette journée a eu pour but de se faire rencontrer les associations afin qu'elles se découvrent, s'entraident, apprennent et échangent mais également réfléchissent ensemble sur les enjeux de notre secteur.

Derrière le nom « Les OJ font leur cinéma », la journée s'est articulée autour de six ateliers consacré à la politique jeunesse de l'Union Européenne, l'évaluation des projets, la validation et la valorisation des compétences, l'élargissement du public cible, les partenariats hors OJ et la diversification des sources de financement. Pour clôturer la journée, la CCOJ a invité des membres de différents cabinets ministériels dont celui de Jean-Claude Marcourt, vice-président du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, celui de Marie-Martine Schyns, Ministre de l'Éducation et des Bâtiments scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles et celui d'Isabelle Simonis, Ministre de la Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ce compte-rendu vous présente l'ensemble des travaux menés durant cette journée. Excellente lecture !

DISCOURS D'OUVERTURE PAR BENJAMIN COCRIAMONT

PRÉSIDENT DE LA CCOJ ET COORDINATEUR DE JEUNES ET LIBRES



Chers acteurs du secteur jeunesse,

Bienvenue à cette deuxième édition de la Journée des OJ organisée par la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse (CCOJ). Je tiens d'avance à remercier les différents intervenants pour la qualité de leurs interventions et les différents rapporteurs des ateliers qui permettront la production d'un document synthétisant nos réflexions. Je veux aussi remercier les différents cabinets Simonis, Schyns et Marcourt pour leur présence et leur participation aux débats.

Je remercie également les personnes qui ont rendu possible l'organisation de cette journée. Qu'il me soit permis de les citer par leur prénom pour leur témoigner ma reconnaissance pour leur investissement dans cette organisation et plus largement au sein de notre secteur. Merci au Service de la Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Isabelle, Anne, Régis, Florence et Nathalie ; Nadia, Marc, Delphine, Etienne et Adrien. Un énorme merci à Mathieu, véritable chef d'orchestre de cette journée.

Le but aujourd'hui est de vous permettre d'échanger sur vos pratiques mais également de vous informer sur divers thèmes qui, nous l'espérons, nourriront votre réflexion et vos actions au sein de vos OJ.

Nous nous pencherons en matinée sur des sujets tels que le volontariat, la diversification des sources de financements, l'évaluation, l'élargissement de notre public, les partenariats hors OJ ou encore les liens avec l'Union européenne. L'après-midi sera consacrée à des échanges sur le Pacte d'Excellence et les liens entre les Organisations de Jeunesse et le monde scolaire. Vous pourrez également vous familiariser avec la nouvelle interface de la plateforme organisationsdejeunesse.be, véritable vitrine des OJ.

Le concept de CRACS, base commune de notre secteur, reste un fondement de notre société. Cependant, cette notion n'est pas figée dans le temps et doit faire l'objet d'une réflexion constante.

En effet, nous vivons une période charnière pour notre secteur. L'actualité des derniers mois et des dernières années l'a montré, il est plus que jamais nécessaire de travailler au vivre ensemble et d'apporter une réponse citoyenne à la montée des populismes et des extrémismes en tout genre.

Les Organisations de Jeunesse sont en première ligne pour répondre à ces défis. Elles permettent au jeune de se construire en tant qu'individu mais également de trouver une place, sa place au sein d'une société de plus en plus complexe où l'instantanéité est érigée en valeur primordiale. Vous êtes des acteurs essentiels de notre société car grâce à vos actions, vous permettez aux jeunes d'évoluer dans un des rares secteurs où l'essai et l'erreur sont encore permis.

Notre actualité inter-sectorielle nous rappelle également que nous vivons un *momentum*. L'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse a livré son évaluation de notre décret ainsi que les recommandations qui vont de pair.

Il nous appartient maintenant de nous saisir de ces enjeux afin de faire évoluer notre cadre légal et *in fine* de faciliter et d'améliorer l'action des OJ. Cette réflexion sur notre cadre légal doit se mener sans dogme ni tabou tout en appréhendant des réalités nouvelles. Je pense entre autres à la citoyenneté numérique mais également au sujet de la bonne gouvernance qui, en tant qu'acteurs associatifs ou mandataires sectoriels, doit tout autant nous préoccuper que nos élus.

Les jeunes d'une OJ que je connais bien ont pour habitude de dire qu'une bonne idée n'a pas d'âge. Gardons à l'esprit que le jeune doit rester l'acteur et le bénéficiaire principal de notre secteur.

Je vous souhaite à toutes et tous une fructueuse journée d'échanges.

DISCOURS D'ISABELLE LETAWE, DIRECTRICE DU SERVICE DE LA JEUNESSE DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES



Bonjour à tous,

Je vous souhaite à tous la bienvenue à la Marlagne au nom du Service de la Jeunesse et du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Je me réjouis de vous voir nombreux pour cette journée de réflexions et d'échanges. Inspirée par la thématique de la journée, j'ai choisi de mettre en avant le film documentaire *Demain*. Il me paraît représenter ce que nous tentons de réaliser dans le secteur car ce film est une production culturelle collective qui amène à réfléchir sur le monde et la société, qui sont des objectifs du décret Organisation de Jeunesse. Ensuite, je le trouve inspirant car si l'on cherche à développer chez les jeunes l'esprit citoyen, responsable, actif, critique et solidaire, il est important d'avoir des sources d'inspiration qui nous permettent de réfléchir et de prendre du recul, comme ce film parvient à le faire.

Je désirerais être un peu provocante. J'estime que nous avons la chance de naître dans un monde en crise. Cela nous donne l'opportunité, voire le devoir de faire la différence, de chercher des solutions nouvelles et nous pouvons tous être fiers de travailler pour et dans un secteur qui offre aux jeunes les clés pour atteindre ces capacités mais également des lieux, des moments, un encadrement.

J'espère que vous trouverez ici de quoi nourrir votre quotidien. Comme Monsieur Cocriamont, je souhaiterais remercier l'équipe porteuse de cette journée à savoir le groupe de travail de la CCOJ et les membres du service de la jeunesse qui ont apporté leur concours. Afin d'expliquer l'origine de cette journée, il faut citer le décret Organisation de Jeunesse. Ce dernier prévoit une CCOJ par an ouverte aux OJ.

Je vous souhaite à tous une excellente journée et j'espère que vous en ressortirez questionnés et enrichis. Bon travail !



ATELIERS DE LA JOURNÉE

RENCONTRE D'UN TROISIÈME SECTEUR : PARTENARIATS HORS OJ

Cet atelier s'est déroulé sous forme d'échanges d'expériences des OJ présentes. L'atelier concernait les partenariats hors OJ qu'elles auraient entrepris et a permis de partager les freins ou leviers issus de ces expériences.

Pour nouer des partenariats, il est important d'avoir des objectifs précis et communs, une communication fluide et d'entreprendre des partenariats de responsabilité sociétale, au travers de projets conjoints avec l'aide à la jeunesse et des centres sportifs, mais aussi avec le CJCF. Certains partenariats sont fondés sur une aide financière. Les OJ ne doivent pas être trop dans l'attente, car une demande trop onéreuse peut rebuter. La connaissance du Secteur Jeunesse demande déjà beaucoup de temps d'apprentissage à ses acteurs, il est dès lors compréhensible que pour nouer des partenariats hors OJ, cela représente une difficulté encore plus importante.

Se pose la question des partenariats avec le monde scolaire. L'une des OJ relate l'expérience dans une école dans laquelle les enseignants étaient peu motivés par le projet mis en place. La cause principale résultait de la conception du projet. Ce dernier avait été monté et réfléchi en amont, sans la participation du corps enseignant. C'est l'asbl qui doit trouver une école et proposer un projet. Il est essentiel que le projet soit concerté par tous les acteurs.

Toutefois, les OJ politiques ne peuvent pas aller seules dans les écoles. Depuis quelques années, il existe la plateforme « Apprentis citoyens » où il y a possibilité d'entrer en contact avec les écoles, dans le but d'aborder la démocratie, le vivre ensemble, la citoyenneté... Cela se fait surtout lors des années électorales. La plateforme a précédé les cours de citoyenneté. Il faut déceler les obligations des autres secteurs (ex. le cours de citoyenneté) afin de répondre à certains de ses besoins. En prémices du partenariat, il y a l'importance du réseautage, des opportunités, de faire preuve de curiosité, de se montrer mais aussi l'import-

tance de la transmission, pour ne pas perdre le réseau dès qu'il y a une rotation, pour maintenir le lien.

Les OJ doivent souvent faire avec leur environnement proche, c'est-à-dire trouver des partenaires qui ont des compétences ou des spécificités qu'elles n'ont pas et ce, à quelques kilomètres seulement. L'enjeu serait de partager des valeurs, une vision et pas seulement une relation de clientélisme (partenaires-prestataires).

Toutes les OJ soulignent qu'il faut une accroche avec une personne de référence, des objectifs communs. Le partenariat doit également être équilibré.

Un partenariat a souvent pour objectif de faire baisser les coûts pour les activités ou projets, afin que les activités restent accessibles aux jeunes. Dès lors se crée un réseau pour l'OJ mais celle-ci doit entretenir ce réseau. Il faut éviter qu'un projet ne tienne seulement sur une seule tête. Or, dans le secteur de la jeunesse, il peut y avoir un *turn over* important du personnel.

L'enjeu relationnel est également primordial. Comment pérenniser un partenariat, au-delà de la relation interpersonnelle ? Entre OJ, on reste toujours dans les mêmes idées, le même vocabulaire. Cela ne permet pas un énorme enrichissement. Les partenariats hors OJ sont l'occasion de toucher un public qui ne serait pas encore passé par chez nous. De plus, c'est l'opportunité de faire passer notre message. Tout est fait pour favoriser un entre soi (notamment au niveau des subsides et des ministères, les décrets ne sont pas les mêmes). Les interactions entre différents secteurs doivent être encouragées.

Lors du tour de table final, une conclusion est apparue aux participants. Le partenariat est surtout du ressort de l'humain. Il faut du temps afin de pérenniser un réseau. La construction du partenariat se fait ensemble, entre l'OJ et le partenaire. Le travail s'articule autour d'une double démarche : se faire connaître et connaître. Dès lors, les OJ doivent construire des ponts et faire appel à la persévérance et à la patience, à la curiosité et à l'ambition tout en sortant de sa zone de confort.

LOST IN EVALUATION : COMMENT J'ÉVALUE MES PROJETS ET ACTIVITÉS ?

Deux OJ ont été invitées afin de présenter leurs méthodes d'évaluation reconnues en la matière : la Fédération nationale des Patros, représentée par Vincent Crepin, et les Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active - Services de Jeunesse (CEMEA – SJ), représentés par Jean-Paul Liens.

Fédération nationale des Patros

L'évaluation aux Patros est une pratique ancienne qui fait partie intégrante du projet pédagogique.

Celui-ci se décline en 8 axes éducatifs (dont l'évaluation est la 8ème balise) :

1. Grandir ensemble.
2. Apprendre par le jeu.
3. Chercher du sens.
4. Vivre la démocratie.
5. Coopérer avec son quartier.
6. Valoriser la jeunesse.
7. Oser s'engager.
8. Evaluer pour (se) construire.

Ces balises sont utiles pour les cadres mais sont aussi instillées chez les jeunes dès 4 ans.

Au Patro, l'évaluation s'apprend et se vit. C'est une véritable pratique éducative et constructive qui permet aux patronnés de faire le point sur leurs actions et sur eux-mêmes à partir d'objectifs. L'évaluation permet l'expression, stimule les échanges et favorise l'ouverture d'esprit. Elle invite à la créativité dans la recherche de solutions et enrichit chaque individu et le groupe. Qu'il s'agisse d'un projet, d'une animation, de la vie de section ou d'équipe, d'habitudes, d'une fonction ou encore de soi, évaluer contribue, dès le plus jeune âge, à rendre chaque patronné pleinement acteur de sa vie.

L'idée au Patro n'est pas simplement d'apprendre à évaluer mais bien de pratiquer l'évaluation et d'utiliser ce qui en ressort pour conserver ce qui fonctionne bien, fêter les réus-

sites ou pour mettre en œuvre de nouvelles solutions et avancer. Avec un nouvel axe proposé par la Commission Pédagogie, le mouvement a souhaité aller plus loin que l'apprentissage de l'évaluation en visant une pratique éducative qui rend le patronné acteur de son destin et de ses projets. En faisant de l'évaluation un axe, ils mettent en évidence sa dimension transversale. L'évaluation peut se vivre à tout âge, à tout moment de l'année et partout dans le Mouvement.

Pour soutenir l'axe éducatif « Evaluer pour (se) construire », un outil pédagogique a été créé qui est sorti au mois de septembre dernier 2017.

Le Kit'éval a été écrit de façon à pouvoir être facilement utilisé en dehors du Patro. Il est adaptable pour des animateurs d'autres mouvements de jeunesse, pour des équipes pédagogiques du milieu associatif, pour des enseignants, pour des éducateurs, pour des accueillants extrascolaires... Il comprend une cinquantaine de fiches pratiques proposant des évaluations formatives diverses et variées. L'idée n'est pas de les utiliser telles quelles mais bien de les adapter à sa réalité de terrain (contexte, public-cible, objectifs...).

Il y a 3 portes d'entrée à ce kit :

1. Par sujet : 5 catégories : AUTO pour les auto-évaluations. ACTI pour les activités. PROJ pour les projets. DYNA pour le relationnel et la dynamique de groupe. PATR pour le fonctionnement global du Patro.
2. Par tranche d'âge : 9 tranches d'âges (de 4 ans à l'équipe de cadres).
3. Par technique : Lettre à moi-même, La météo, La balise, Le blason...

On n'évalue pas pour le principe d'évaluer. Une mise en perspective est proposée pour améliorer le suivi de l'activité. C'est le contenu qui en ressort.

Comment l'utilise-t-on ?

Il y a quelques conseils et balises dans la partie théorique mais l'animateur a le choix de son type d'évaluation. Les animateurs sont accompagnés dans l'utilisation de ce kit.

Toutes les activités doivent-elles être évaluées ?

Non, sinon il y a une perte de crédibilité. On cible. L'évaluation peut arriver à différents moments. L'évaluation est une des spécialités des Patros. Elle est formative et pratiquée sous forme d'activités ludiques.

Fait-on quelque chose de ces évaluations ?

Oui, une mise en perspective. C'est ce qui est intéressant. Par exemple, une autoévaluation d'une activité postée six mois après ou mise dans une farde pour l'année d'après.

Avant l'outil Kit'éval, qu'est-ce qu'il y avait ?

Un fichier d'évaluation existait déjà. C'est finalement une mise à jour améliorée. L'outil n'est pas une fin en soi, il n'est pas utilisé systématiquement. C'est une base pour rendre l'animateur/formateur autonome dans ses évaluations. Les jeunes ont participé à la création de l'outil fait par les permanents sur base des avis des bénévoles.

L'évaluation est **transversale et permanente**.

→ À la fin de chaque journée d'animation, de formation, il y a une réflexion collective en équipe en fonction des rythmes, des besoins.

→ Cela permet de repenser, d'adapter la journée du lendemain.

→ C'est donc une évaluation permanente basée sur ce que les formateurs/animateurs ont observé tout au long de la journée.

→ Elle est aussi basée sur des temps d'échanges et sur les ressentis des animés/formés.

Différents niveaux :

1. Evaluation des ressentis.
2. Retrouvailles d'équipes spécifiques (animateurs, formateurs, actifs ou non) retour sur les moments menés → collectivement → nouvelles pistes.
3. Transversale : les différents types d'action se croisent → Certaines questions sont abordées par les différents formateurs / animateurs/...
4. AG : des personnes dans et hors mouvement → intentions politiques à l'action → moment méta.
5. Il y a des allers et retours entre ces 4 niveaux.

La présentation des méthodes d'évaluation a été suivie d'un moment d'échanges au travers duquel les OJ présentes à l'atelier ont pu exposer leurs propres méthodes.

Les Auberges de Jeunesse (Fédération de centres de jeunes)

Leur modèle est différent car le public est un public de passage, de quelques heures à quelques jours.

LAJ accueillent un public scolaire pour un séjour, c'est une pratique semblable aux CEMEA. Dans d'autres cas, l'évaluation est différente et continue. Elle se fait via Internet. Le public, « les clients », communique sur son séjour.

A partir des éléments relevés, il y a un calcul du taux de satisfaction du public par rapport à certains critères. Le résultat du calcul est transparent et visible de tous. Idem sur les systèmes de réservation en ligne type Booking.com.

CEMEA (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active)

Le CEMEA est un mouvement d'éducation permanente qui œuvre dans la formation d'animateurs, de coordinateurs de centres de jeunes, de délégués d'élèves et dans l'animation des enfants et jeunes de 2,5 ans à 16 ans.

Il a une spécificité : toutes les actions menées sont uniques, différentes car le public, le lieu, les besoins... sont différents à chaque fois.

Tous les jours, les directeurs analysent les données et apportent des modifications et/ou améliorations à leurs services. Il s'agit d'une démarche de qualité. Cela intervient dans la réalisation du plan quadriennal en termes de formation d'accueil. Cette orientation qualité est entrée dans la logique des Auberges de Jeunesse.

Remarque : Ces trois méthodes d'évaluation différentes représentent trois OJ de type différent : un mouvement de jeunesse avec les Scouts, un service de jeunesse avec les CEMEA et une fédération de CJ avec les Auberges de Jeunesse.

Excepté Jeunes (Service de jeunesse)

Excepté Jeunes utilise la méthode **SWOT** (Strengths - Weaknesses - Opportunities - Threats) ou en français AFOM (Atouts - Faiblesses - Opportunités - Menaces).

L'analyse (ou la matrice) SWOT est définie par les services de la Commission européenne comme :

« un outil d'analyse stratégique. Il combine l'étude des forces et des faiblesses d'une organisation, d'un territoire, d'un secteur, etc. avec celle des opportunités et des menaces de son environnement, afin d'aider à la définition d'une stratégie de développement. »

Cela fonctionne très bien en réunions d'équipe ou en camps. Il y a également une réflexion sur ce principe d'évaluation permanente afin de faire évoluer et de mettre en place un outil.

Empreintes (Service de jeunesse)

Chez Empreintes, l'évaluation porte aussi bien sur la satisfaction que sur le processus. Empreintes se challenge aussi sur l'évaluation d'impact : en quoi nos actions ont-elles un impact dans la vie des jeunes ? Celui-ci est difficile à évaluer voire parfois impossible à mesurer car l'impact peut être significatif à très long terme. L'OJ utilise comme outil un moment d'expression libre après l'animation en observant ce qui a changé par rapport au moment d'expression avant l'animation.

Latitude Jeunes (Service de jeunesse)

Latitudes Jeunes a débuté un processus d'accompagnement par l'ASBL SAW-B (Solidarité

des alternatives wallonnes et bruxelloises, une fédération pluraliste d'entreprises sociales et d'économie sociale). Le processus dure 2 ans et repose sur une réflexion quant aux pratiques globales de l'OJ et son impact social.

Ego-logique (Service de jeunesse)

Ego-logique est une OJ qui a pour but de favoriser le développement de la citoyenneté en utilisant comme outil central les techniques d'expression artistique. Elle travaille avec des jeunes en institut psychiatrique (mutilation, troubles alimentaires...).

L'outil artistique est là pour les aider à s'exprimer. Un exemple est l'interview croisée. On filme le jeune en début de parcours. Idem en fin d'année mais en miroir. Il s'interviewe lui-même. Il s'agit là d'une forme créative d'évaluation.

Les animateurs évaluent quant à eux si l'atelier mené a apporté quelque chose au jeune. L'évaluation dans le plan quadriennal est également abordée. Par projet, par thème ? Il faut tenir compte de l'évaluation de l'objectif de manière annuelle. L'OJ se sert de cela pour réécrire le nouveau plan.

Relie-F (Fédération d'OJ)

Relie-F utilise le modèle de la « Règle des 3 P » : **Perceptions - Processus - Produits**.

- **Satisfaction : comment on a perçu ce qui s'est passé.**
- **Quels apprentissages sont induits ? (déroulement...)**
- **Impact : qu'est-ce qui est ressorti ?**

L'évaluation des 3P fonctionne comme l'Objectif SMART qui est un moyen mnémotechnique permettant de décrire les objectifs que l'on veut exprimer de façon la plus claire, la plus simple à comprendre et pour lesquels les résultats sont réalisables : Spécifique - Mesurable - Atteignable - Réaliste - Temporellement défini.

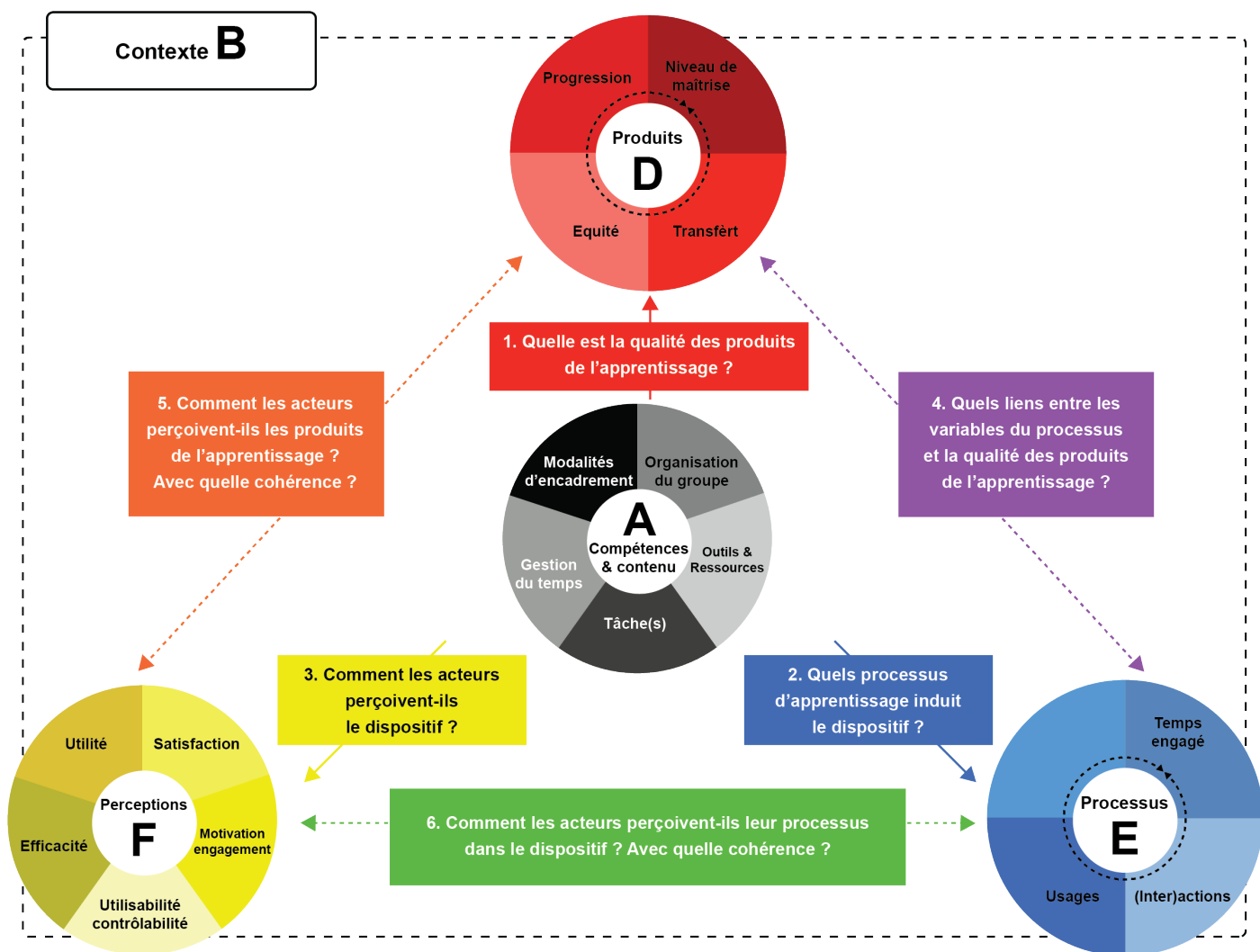
Relie-F utilise aussi un autre outil pour analyser le déroulement de la journée : la météo des humeurs (faire parler les jeunes, dialoguer) → on voit des difficultés → adaptation.

Jeunes Socialistes (Mouvement thématique)

Comment relayer le contenu de l'évaluation au CA, au Secrétaire général ?

Se pose la question de l'utilité de l'évaluation.

En conclusion, la force du secteur réside dans sa diversité. Il faut certes évaluer mais la forme doit rester libre et s'adapter à la réalité des OJ.



MIXITY REPORT : COMMENT ÉLARGIR SON PUBLIC ?

Dans le cadre de l'atelier Mixity Report, les OJ BAO-Jeunesse et le Conseil Jeunesse Développement (CJD) présentent leurs projets. Afin de toucher son public en perte de lien avec la société et le monde qui les entoure, BAO-J décrit l'origine du projet et les canaux techniques utilisés pour entrer en contact avec ces jeunes. De son côté, le CJD a entrepris un partenariat avec une association qui vient en aide aux SDF afin de toucher ce public.

BAO-J est une jeune OJ, reconnue en 2011, qui travaille sur le développement de la coopération par le jeu, spécialisée en accompagnement des jeunes en décrochages.

Qui sont les NEET's ?

Ce sont des jeunes entre 15 et 29 ans qui ne sont ni au travail, ni aux études, ni en formation. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils n'ont pas de diplôme. De plus en plus de NEET's sont diplômés. Il y en a 14 millions en Europe, 66.000, rien qu'en Wallonie ! Ils sont nés de la crise économique et ne sont jamais rentrés dans le système et ont décroché petit à petit : ils sont en général désœuvrés et fragilisés émotionnellement. C'est un problème sociétal, économique et humain. Ils ne sont pas nécessairement tous issus du milieu populaire.

Quelles sont les causes d'apparition de cette catégorie ?

Tout commence souvent par des difficultés scolaires, des fragilités familiales, une appréhension difficile de la citoyenneté (c'est quoi ? ça commence à 18 ans ?), un manque de perspectives d'avenir. Ils ne savent même plus ce qu'ils attendent.

Ils présentent souvent des signes de décrochage alors que les services d'aide dans les écoles, comme les PMS, sont débordés et ne peuvent les prendre en charge rapidement.

La définition de la citoyenneté et leur rapport à leur rôle de citoyen sont très flous. La citoyenneté commence par la connaissance de soi et des autres, continue par une cohésion sociale et se termine par la participation.

Difficulté d'atteindre et de toucher ce public ?

Si aucun soutien ne leur est apporté, au bout d'un moment le décrochage se fait de plus en plus important ... ils finissent par quitter entièrement l'école, ne pas trouver ou chercher de formation, ni d'emploi et, au bout du compte, ils ne rentrent plus dans aucune « case » d'aide (car ils ne sont plus étudiants, ils ne deviennent pas demandeurs d'emploi, ...). Ils disparaissent, ils deviennent indétectables pour les services publics et sociaux. Certains se retrouvent à la rue au bout d'un moment, ils sont marginalisés et ne bénéficient alors plus d'aucun soutien.

Conséquences : isolement, précarité, difficulté de « raccrocher ». Ils deviennent donc invisibles d'où la difficulté d'identification et de recrutement.

Des jeunes en complet décrochage de long terme et difficile à toucher ?

Sur 10 jeunes que BAO-J a accompagnés, seul un avait son CEB, or ils avaient tous 20 ans. Réaliser certaines tâches ou actions de la vie quotidienne représentait aussi une réelle difficulté. Ce fut tout un apprentissage de prendre le bus, respecter un horaire, organiser sa journée, etc.

Caractéristique commune : ces jeunes sont tous connectés via les réseaux sociaux. Ils se connaissent notamment via des jeux en ligne (gros phénomène d'addiction à des jeux en ligne chez ce public). Les réseaux sociaux sont donc une bonne méthode pour les « recruter ».

Il faut développer des pédagogies extrêmement préventives car ils sont rebutés par le fait de rentrer dans un système : ils en ont de mauvaises expériences, ils s'en méfient, ils n'y croient pas ou n'en veulent plus.

Le manque de prévention est un gros problème

Signes avant-coureurs : décrochage scolaire, monde virtuel, manque d'estime de soi, découragement face à l'avenir. Ces jeunes n'attendent plus rien. Ils sont littéralement en « bore out ». Ils sont en marge du système et ce n'est pas un choix.

Entre 18 et 23 ans, nous ne savons pas ce qu'il advient de ces jeunes. Une fois qu'ils quittent le système de l'enseignement.

Le problème est aussi que les différents signes de décrochage (scolaire, émotionnels, affectif, social, ...) ne sont collectés par personne. Aucun dispositif n'existe pour faire de la prévention sur l'ensemble de ces signes. L'école le fait pour du scolaire ... tant que la scolarité est obligatoire. Après 18 ans, les jeunes en décrochage disparaissent des écrans-radars. On ne suit plus le jeune après 18 ans, on ne sait pas ce qu'il devient. Les autres signes : affectifs, sociaux ne peuvent être détectés que par des proches, mais aucune structure d'aide n'existe pour cela.

Pourtant des fonds existent mais sont mal adaptés

L'Europe a dégagé des fonds pour traiter et travaille avec ce public des NEET's. Le FSE (Fonds Social Européen) a un budget pour cela mais... les subventions n'interviennent qu'à posteriori (il ne correspond donc pas vraiment à des acteurs associatifs). L'enveloppe du FSE, n'ayant pas été beaucoup utilisée, elle a été redirigée vers les OFT (organisme de formation au travail). BAO-J a des partenariats avec des OFT, c'est comme cela qu'elle arrive à travailler avec ce public. L'OJ effectue un travail social et l'OFT, un travail de formation.

Quelques pistes de travail

Accorder une attention particulière au public scolaire « à risque », mener avec les jeunes des ateliers philo-citoyens, leur donner l'occasion d'être sociaux. L'enjeu est de réussir à détecter ces jeunes en phase de décrochage avant qu'ils ne deviennent intouchables, trop isolés ou sortis du système scolaire.

Les OFT et OISP (organismes d'insertion socio-professionnels) assurent la formation professionnelle. BAO-J prend en charge les dimensions personnelle, sociale et citoyenne. Avec ce public, il faut parfois passer sur des phases de re-sociabilisation et tout simplement réapprendre la vie quotidienne (déchiffrer un horaire de bus, organiser sa journée, se lever, faire des courses, prévoir les temps de trajets, ...). Le 1^{er} geste à poser est toujours le plus difficile et le plus long mais même si ce n'est pas un « énorme » geste, c'est le fait de faire entrer le jeune dans une démarche qui importe.

Démarches pédagogiques : le jeu (sans risque), valeurs de vie pour soi et pour vivre ensemble (travail, effort), ateliers philo-citoyens. L'idée est de permettre, en groupe, de remettre le jeune en projet et de le faire côtoyer du monde, de redevenir social, ... En passant par le jeu, on propose aux jeunes un espace d'expérimentation « sans risque », sans que l'échec n'ait de répercussion catastrophique.

Élargissement du public ?

Chaque OJ a un public naturel mais ces jeunes NEET's font partie intégrante du public des OJ ... ils sont juste invisibilités et difficilement touchables. L'idée ici était de montrer comment aller chercher un public qui ne vient pas naturellement dans les OJ, et de mettre en avant le rôle que peuvent prendre les OJ dans ce travail puisque ces jeunes passent à travers les filets des services d'aide existant.

Comment entrer en contact avec des gens qui sont en totale « dé-sociabilisation » et comment leur parler avec leurs codes, leurs habitudes ?

Il s'agit là de la véritable difficulté de ce travail. Il faut déterminer son public, le définir, le connaître et réussir à déterminer sa chaîne de besoins. Pour entrer en contact BAO-J a utilisé les réseaux sociaux et n'a pas hésité à réaliser des vidéos (car la lecture ne convenait pas à leur public), à utiliser dans la vidéo des codes de langages qui leur parlent (exemple : utilisation dans la vidéo d'une musique rappelant celle de jeux vidéo), à utiliser l'option payante de Facebook. Les OJ doivent être conscientes que même avec le travail que BAO-J réussit à faire, l'OJ n'arrive qu'à toucher les jeunes NEET's qui ont encore au moins un contact vers l'extérieur via les réseaux sociaux. Certains ne l'ont même plus ou n'ont plus la force de faire la démarche de venir dire « j'ai besoin d'aide », d'aller rencontrer le travail associatif.

Le CJD accompagne des jeunes dans des projets : leur en propose ou leur permet de créer les leurs.

Projet avec nouveau public cible.

Les SDF. L'idée est venue d'un jeune volontaire qui est passé par l'OJ. Cet événement se composait d'animations (débat, échanges), ouvert au grand public, géré par un groupe de sept volontaires créé en mars. L'idée était de créer des moments d'échange et de partage entre le public habituel de l'OJ et ce nouveau public sans abri que l'OJ essayait de toucher.

Pour entrer en contact avec les sans-abris, l'OJ a noué un partenariat et a nourri sa réflexion par des rencontres avec des associations spécialisées dans l'aide aux sans-abris. Pour inviter ce public à l'événement, l'OJ avait imprimé des flyers et les avait distribués dans les rues. Il n'y a finalement pas eu de SDF lors de la soirée de rencontre.

Analyse et identification du problème.

Les SDF ne se déplacent pas souvent, les transports en commun ne leur sont pas accessibles, ils ne les utilisent qu'en cas de nécessité. Les SDF restent sur « leur » endroit par peur de se le faire prendre par quelqu'un d'autre. Ils ne sont pas habitués à se déplacer surtout en soirée pour aller dans des structures qu'ils ne connaissent pas. C'est impossible de les faire venir chez nous car la méfiance existe et est importante. Il faut entrer contact avec eux, les rencontrer régulièrement pour tisser des liens avec eux. Ils ont aussi beaucoup de mal avec les heures fixes, parfois cela ne les arrange pas, parfois, ils ne font pas attention à l'heure car ils n'ont pas besoin de le faire dans leur vie quotidienne. L'action doit s'adapter au public même si l'on part avec ses propres envies, sa propre culture.

Dans une volonté d'élargir son public et d'être inclusif, on passe parfois à côté de l'essentiel. Il faut partir des besoins des autres et non de ses propres envies, en particulier avec des publics que la société n'arrive pas à toucher, malgré tout ce qui existe en termes d'aide.

De plus, il est compliqué de connaître et de définir un nouveau public. La démarche nécessite de contacter les services qui s'occupent déjà de

ces publics (SDF par exemple). Une fois qu'ils sont touchés, ils deviennent parfois acteurs et vont chercher les autres. Bien connaître son public est indispensable même si on pense le connaître, il faut déconstruire ses certitudes et donc faire un travail sur soi aussi.

LE LOUP DES OJ : DIVERSIFIER SES SOURCES DE FINANCEMENT

Intervenant : **Denis Stokkink** – Economiste et Président du think tank européen « Pour la Solidarité ».

« Pour la solidarité »

Fort de son slogan “ **Comprendre pour agir** ”, Pour La Solidarité met ses compétences au service des entreprises, des pouvoirs publics et des organisations de la société civile. Dans ce cadre, le *think tank* :

1. **Mène des travaux de recherche et d'analyse** à travers des notes, des études et des cahiers.
2. **Conseille, forme et accompagne** sur les enjeux européens en matière de lobbying et de financements.
3. **Conçoit et réalise des projets transnationaux** et locaux avec ses partenaires nationaux et européens.
4. **Organise des conférences.**

Pour La Solidarité défend une Europe sociale et durable. Dans ce but, ses activités s'inscrivent dans cinq axes thématiques.

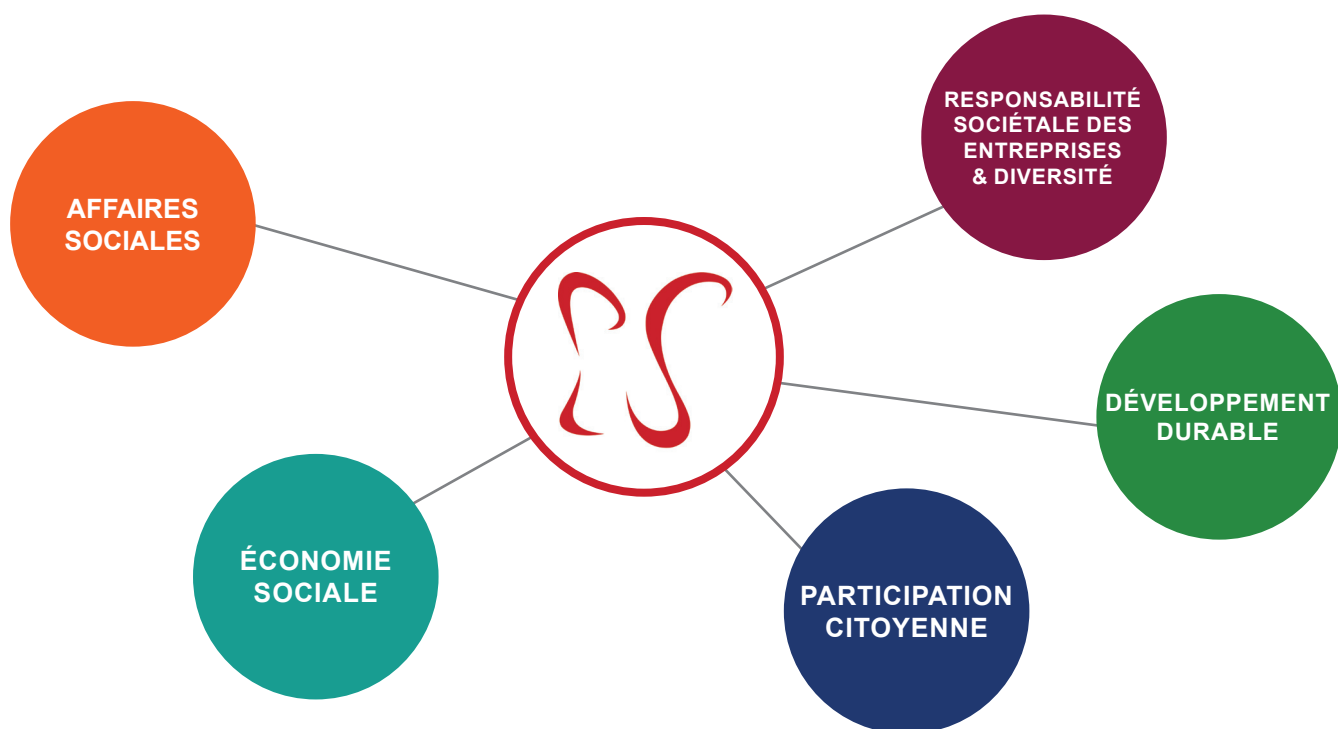
PLS réalise une veille européenne thématique et recense de multiples ressources documentaires (textes officiels, bonnes pratiques, acteurs et actualités) répartis sur quatre observatoires :

→ Observatoire de l'ESS, www.ess-europe.eu. L'Observatoire européen de l'Économie Sociale est conçu comme une plateforme d'information et d'analyse de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social

→ Observatoire de la Transition, www.transition-europe.eu. L'Observatoire européen de la Transition offre des informations détaillées et régulièrement mises à jour sur de nombreux aspects de la Transition et du développement durable.

→ Observatoire de la Diversité, www.diversite-europe.eu. L'Observatoire européen de la Diversité offre des informations détaillées et actualisées sur divers aspects de la diversité et la responsabilité sociale des entreprises.

→ Observatoire de la Participation citoyenne, www.participation-citoyenne.eu. Défini comme un relais valorisant les bonnes pratiques de l'action citoyenne en Europe, l'Observatoire de la Participation citoyenne est destiné à l'ensemble des citoyens, des organisations de la société civile et des pouvoirs publics souhaitant s'informer et agir pour promouvoir la démocratie participative.



Pourquoi l'hybridation des ressources financières est-elle nécessaire ?

La diversification des ressources est nécessaire car il n'est plus possible de se limiter aux subsides de la FWB ou même de la Belgique. Il faut penser plus global ! Cela est dû à la libéralisation et à la dette de l'Etat belge. Ces deux phénomènes pourraient amener à terme à un budget de plus en plus petit accordé aux associations.

Pourquoi ? Car l'Etat voudra généraliser le principe de « mise en concurrence ». Dans le secteur marchand comme dans le secteur non-marchand.

Actuellement, certains appels à projets/d'offres mettent déjà en concurrence le milieu marchand et celui du non-marchand.

Cela va s'intensifier jusqu'à voir l'arrêt total des subsides récurrents.

• Un phénomène européen

La libéralisation des services est un phénomène européen et touche tous les services dans les pays concernés et ce depuis la Directive Bolkestein sur la libéralisation des services en 2006. La conséquence première de la Directive Bolkestein est l'Ouverture à la concurrence de services du « non-marchand ».

Les associations passent d'un système de conventionnement avec des subventions à un système de contractualisation avec des appels d'offre débouchant sur des contrats.

• Situation des finances publiques

L'endettement élevé des États et un déficit public qui s'est accru entraînent une réduction du subventionnement des associations.

• Conséquences pour les associations

La baisse du subventionnement entraîne soit une réduction des activités soit une nouvelle forme de gestion basée sur l'hybridation des ressources.

• Différents types de ressources

Ainsi, les associations sont amenées à diversifier leurs sources de financement et à se tourner

vers d'autres types de subventionnement, moins « traditionnels » pour elles, tels que :

→ Marchés publics, enjeu des clauses spécifiques.

→ Ressources financières issues d'entreprises privées (RSE, mécénat financier, offres conjointes, etc.).

→ Financement de projets en capital (ex: crowdfunding).

→ Financement spécifique de projets: Social Impact Bonds.

→ Services en nature (ex: mécénat de compétences).

• Système ancien VS système d'hybridation des ressources

	Avant la Directive Bolkestein	Après la directive
Ressources	Subventions publiques + Bénévolat	Multiplicité des types de ressources
Gestion	Gestion limitée des ressources	Complexification de la gestion des ressources et impacts sur l'organisation des associations

Au final, le risques sont grands d'assister à une financiarisation du secteur non-marchand, une perte des valeurs ainsi qu'une concurrence entre associations pour la mutualisation des ressources. De plus, la complexification de la gestion nécessite des compétences nouvelles et une organisation à revoir.

IL FAUT SAUVER LES VOLONTAIRES : VALIDA- TION OU VALORISATION DES COMPÉTENCES ?

Atelier animé par Emmeline Orban, secrétaire générale de la Plateforme Francophone du Volontariat (PFV). La Plateforme a pour objet de susciter, faciliter et encourager la pratique du volontariat telle que définie dans sa charte. Structure pluraliste, elle est composée autant d'associations fédératives que de petites et moyennes associations.

1. Les balises

La notion de volontariat au niveau européen a énormément évolué ces dernières années, c'est un réel enjeu pour la jeunesse.

Au milieu des années 1990, le volontariat est vu pour les jeunes comme une façon de promouvoir leur crédibilité sociale. Cette tendance va progressivement évoluer puisque à la fin de la décennie, une stratégie pour le service volontaire européen émerge dans l'idée de moderniser les modes de formation des jeunes. On privilégie l'informel, malgré un glissement de perspectives clair : la solidarité devient pour la formation.

En 2000, les objectifs changent puisque l'UE veut devenir en 10 ans le leader au niveau mondial pour tout ce qui concerne la recherche et les connaissances. On s'intéresse donc aussi à la jeunesse. En 2010, la croissance et l'emploi sont désormais au cœur des stratégies européennes : le volontariat devient alors un outil concret de mise à l'emploi.

Aujourd'hui, le débat se situe notamment sur la question de la valorisation ou de la validation du volontariat. À l'heure où l'UE finance des outils de validation des compétences, la différence entre les deux perspectives s'explique d'une part par la validation qui vise la certification, et est mise en place par des personnes extérieures, d'autre part par la valorisation venant du jeune, qui dit lui-même ce qu'il a acquis.

En 2018, l'objectif de l'UE est de demander un cadre européen de certification du volontariat.

On est donc clairement dans un glissement vers plus d'employabilité.

2. Validation ou valorisation ?

Arguments pour la validation

Au niveau individuel, certains jeunes ont besoin d'avoir une validation parce qu'ils ont des parcours atypiques et qu'ils ne rentrent pas dans le parcours diplômant classique. La validation peut être un incitant important pour faire du volontariat. Cela permet d'élargir la reconnaissance de certaines compétences qui sont habituellement moins valorisées. Les jeunes ont ainsi l'occasion d'acquérir des compétences hors du parcours scolaire. Il s'agit d'une voie ouverte vers l'équivalence avec l'éducation formelle et ouvre la voie à la valorisation. En conséquence, l'éducation non formelle est défendue et valorisée, puisque c'est une reconnaissance formelle de l'éducation non formelle. La validation permet d'avantage d'égalité et de mobilité professionnelle entre les jeunes. Cela rend les choses mesurables lorsqu'il s'agit de défendre son salaire. Des ponts sont donc créés avec le monde professionnel. La sélection à l'embauche est donc facilitée.

Arguments pour la valorisation

Il s'agit d'éviter l'instrumentalisation du tout à l'emploi. Avec la validation, le parcours d'un volontaire est désormais fixé en fonction de la structure et de la définition du marché de l'emploi. Ce sera toujours l'instrument de quelque chose : pour le moment, c'est l'emploi. Quid si cela devient un instrument politique ? Il n'y a pas de lien clair entre validation et valorisation des compétences. Un processus de validation ne permet pas de garantir des acquis. La valorisation se suffit à elle-même et permet qu'il n'y ait pas de limite, ni de grille.

Par ailleurs, plusieurs questions se posent à ce sujet. Si on parle de validation, qui valide ? Et comment ? Par exemple, comment peut-on valider l'esprit d'initiative ? De plus, les entreprises ne reconnaissent pas la certification lorsqu'elle vient des associations. Ce n'est pas parce qu'on est employable qu'on a un emploi. Parler de validation revient à déplacer la personne qui est bénéficiaire du volontariat. On passe d'un volontariat pour les autres à un volontariat pour soi.

Par ailleurs, il n'y a pas d'étude à l'heure actuelle qui montre la plus-value du bénévolat pour chercher de l'emploi. On ne sait pas qui est l'œuf et qui est la poule dans ce débat, d'autant qu'il y a aussi une sérieuse question de confiance en soi. Ce débat pose plus largement la question de la privatisation de l'enseignement : on est aujourd'hui dans une situation où le secteur privé dicte au secteur de l'enseignement et de l'éducation les compétences et les connaissances nécessaires ; ce système est renforcé lorsque ce sont les entreprises qui financent les écoles. Quid si c'est le politique qui instrumentalise le volontariat ? Quid si c'est le politique qui décide des objectifs du volontariat ? Fondamentalement, le débat autour de la validation ou de la valorisation pose la question d'une vision de société. Lier constamment le volontariat à l'emploi est un véritable biais idéologique.

UN NOUVEL ESPOIR ?

Atelier animé par François Balate, Policy & Advocacy Director au European Youth Forum. Lors de l'atelier, François Balate a proposé une analyse de la politique de jeunesse européenne et des possibilités qu'elle offre.

1. Coopération européenne

La différence entre l'UE et le Conseil de l'Europe réside dans le fait que le Conseil précède l'UE, en tant qu'organisation internationale qui rassemble les Etats européens pour défendre leurs droits. La rédaction de la Charte des DH est un bon exemple de ce qu'a fait le Conseil de l'Europe. Celui-ci produit donc des recommandations, là où l'UE produit des lois. On peut donc résumer en disant que le Conseil de l'Europe donne des directions, mais laisse la technicité des discussions à l'UE.

2. La politique pour les jeunes de l'UE et la politique jeunesse de l'UE

La politique de jeunesse de l'UE suit le principe de co-management, c'est-à-dire que des représentants d'OJ décident au même titre que des représentants des Etats membres pour les questions qui concernent la jeunesse. Les décisions relatives à la jeunesse restent dans les mains des Etats membres. Il s'agit donc d'un domaine de compétences subsidiaires.

Cette politique vise à encourager la participation des jeunes à la vie démocratique de l'UE. On fait donc une distinction entre politiques pour les jeunes et politiques de jeunesse.

La première concerne par exemple Erasmus +, les initiatives pour l'emploi des jeunes ou encore le Corps européen de solidarité qui est un programme de renforcement du volontariat en Europe.

A l'inverse, les politiques de jeunesse concerne par exemple la stratégie européenne pour la jeunesse, qui définit la manière dont les Etats membres vont s'engager vis-à-vis des jeunes. Elle concerne aussi le Dialogue structuré, un dispositif mis en place pour être à l'écoute des idées des jeunes, écouter leurs idées et

réflexions et par là, créer des recommandations à destination des Etats membres. En Belgique, ce sont les trois conseils de jeunesse belges qui mettent en commun leurs recommandations au niveau local. Du côté francophone, c'est le CJCF qui met en œuvre la consultation des jeunes. L'idée est d'aller vers les jeunes pour leur poser des questions relatives à différentes thématiques qui les concernent.

De part et d'autre de l'UE, le même travail se fait. S'ensuit une conférence de jeunesse, qui rassemble les représentant-es des ministères liés aux questions jeunesse et les agences nationales. Ensemble, ils & elles construisent une série de recommandations.

Ces politiques de jeunesse se concrétisent par ailleurs via le Forum Européen de la Jeunesse. Il s'agit d'une plateforme des OJ en Europe, qui regroupe 104 organisations membres. Cette plateforme représente la voix des jeunes, et l'on y défend leurs droits. Les interlocuteurs principaux du forum européen de la jeunesse sont l'UE, les Nations Unies et le Conseil de l'Europe.

3. Un momentum à saisir

Au vu de l'actualité, nous sommes aujourd'hui dans un momentum particulier, qu'on ne peut pas manquer. Cela s'explique notamment par les différents débats sur l'avenir de l'Europe qui ont lieu, entre autres sur la question du Brexit.

Celui-ci pose la question de savoir ce qu'on doit changer dans la manière dont on fait les choses ensemble en Europe. Il reflète également le besoin de placer les jeunes au centre de la réflexion sur l'UE.

Les élections européennes de 2019 sont également un enjeu important, notamment en termes de participation des jeunes, qui reste faible. Il faut donc créer un espace favorable à la participation des jeunes.

Enfin, le prochain cadre financier pluriannuel est également sur la table. Il s'agit d'un engagement financier sur 7 ans. Nous sommes actuellement dans les négociations pour le prochain cadre.

4. Questions et réponses

Concrètement, sur le terrain, quels sont les partenariats possibles entre le Forum et les OJ ?

Via notamment les membres du Forum. La difficulté est que les OJ connaissent mal le niveau européen. Pourtant, il y a un réel enjeu, notamment parce que l'UE a un impact fort sur les OJ et les jeunes. Si on veut que le dialogue soit ascendant, il faut que les OJ et les jeunes maîtrisent les questions européennes.

Par ailleurs, le CJCF fait le lien avec le forum. Il est donc important de se renseigner sur le travail du CJCF ; à côté de cela, le CJCF doit également mieux renseigner à ce sujet.

Il est par ailleurs très important de travailler aussi au niveau local. Nous avons tous et toutes une responsabilité pour faire descendre le débat.



SÉANCE PLÉNIÈRE

→ **Intervenants du Secteur Jeunesse :**

Catherine Lemaître (coordinatrice du Comité des Élèves Francophones), Coralie Herry (coordinatrice pédagogique d'Arc-en-Ciel), Manon Dubois (chargée de projets et de relations publiques au Centre de Jeunesse Liège), Isabelle Brouillard (Secrétaire générale de l'Université de Paix), Sophie Destexhe (Responsable formations à la Confédération des Organisations de Jeunesse), Étienne Cléda (Directeur d'Empreintes ASBL et coordinateur du Centre Régional d'Initiative Environnemental de Namur).

→ **Intervenants ministériels :** Pascale Genot, conseillère au Cabinet Marcourt, Claire Kagan, conseillère à la cellule Enseignement du Cabinet Schyns, Marie Darat, conseillère Jeunesse au Cabinet Simonis, Cédric Garcet, coordinateur Jeunesse au Cabinet Simonis.

Le texte suivant reprend la présentation et les positions développées par les représentants des OJ.

A. CONTEXTE

Notre réflexion s'inscrit dans le contexte d'évolution du cadre de référence de la formation des enseignants (initiale et continue), notamment : le Décret relatif à la formation initiale des instituteurs et des régents (3 > 4 ans), le Décret relatif au cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté, le Pacte d'Excellence,...

Concrètement, le GT OJ-École est en questionnement par rapport aux ponts qui existent (ou qui pourraient exister) entre OJ et écoles en matière de formation. Questionnement par rapport :

- au SENS : pourquoi créer des ponts avec les écoles ? quel « intérêt » pour une OJ dans le cadre de ses missions ?
- à la PERTINENCE : quelle est notre base commune ? qu'est-ce que les OJ peuvent apporter aux écoles ? etc.
- à la VISIBILITÉ : comment (mieux) se faire connaître auprès des écoles en tant qu'OF ? comment se faire exister, être reconnu en tant que tel ?
- aux MOYENS : quelles sont les aides existantes ? (dispositif particulier « École », catalogues de formation pour enseignants, journées pédagogiques, etc.) Est-ce au budget Jeunesse de (co)financer la formation des (futurs) enseignants ?

B. ENQUÊTE

En ce début d'année scolaire, le GT OJ-Écoles a réalisé une enquête auprès des OJ intervenant dans la formation initiale et continue des enseignants. 20 personnes y ont répondu. En voici un bref compte-rendu.

Tout d'abord, l'enquête a mis en évidence plusieurs éléments importants :

- la moitié des interventions sont organisées gratuitement
- les interventions sont parfois plus de l'ordre de l'information, de la sensibilisation que de la formation à proprement parler
- certaines interventions font partie d'un processus plus large (formation suite à des animations dans les classes, formation suivie d'ateliers d'accompagnement, formation dans le cadre d'une campagne,...)
- le volume global d'intervention varie entre 5h et plus de 300h par an selon l'OJ (avec une moyenne de 15-40h)
- en formation initiale, les thématiques touchent généralement à des notions qui font partie intégrante de l'identité des OJ, telles que : la participation, la citoyenneté ou l'ouverture à d'autres approches éducatives,...

- en formation continue, les thématiques sont très diversifiées. Elles reflètent les spécificités de chaque OJ : des premiers soins aux questions de genre, en passant par la pratique ludique des sciences ou à l'éducation aux médias.
- les OJ interviennent pour des publics variés, mais surtout dans la formation des instituteurs primaires et des régents (toutes options confondues : français, histoire, géo, religion, morale, sciences, sciences humaines, arts plastiques, FLE, langues, philosophie, etc.). Autres publics : professeurs d'éducation physique, enseignants de hautes écoles, instituteurs préscolaires, bibliothécaires, directions, éducateurs, personnes en charge de l'accompagnement des délégués de classe, etc.
- les étudiants manquent de pratique concrète
- les (futurs) enseignants éprouvent des difficultés à mettre leurs nouvelles connaissances en lien avec leur (futur) terrain, à mettre en pratique les acquis

Enfin, les OJ ont pu partager leurs RECOMMANDATIONS pour améliorer la mise en place de ce type d'intervention. Ont été suggérés :

- améliorer la visibilité et la reconnaissance des OJ dans les écoles
- dégager une ligne budgétaire pour les interventions
- inscrire nos interventions dans les programmes des écoles pour éviter l'effet « one-shot » (formation initiale)
- prévoir davantage de stages pratiques : avant notre intervention pour que les étudiants aient un vécu duquel partir pour les échanges, et après pour pouvoir expérimenter ce qui a été appris (formation initiale)

Ensuite, les FORCES ET ATOUTS appuyant les interventions ont été analysés. 6 en particulier ont été identifiés :

- l'expertise (reconnue) de l'OJ par rapport à la thématique
- la bonne connaissance du milieu scolaire : ses acteurs, ses référentiels, ses contraintes, etc.
- la pratique de terrain de l'OJ
- la méthodologie en OJ : active et participative ; l'ancrage dans le concret, le réel ; la prise en compte des attentes des enseignants
- l'apport d'un regard extérieur à l'école qui permet la décentration
- l'intérêt et la motivation des enseignants et/ou des écoles demandeuses au départ

Pour ce qui est des DIFFICULTÉS rencontrées, les OJ ont mis en évidence le fait que :

- peu ou pas de moyens financiers sont dégagés par les écoles pour les interventions
- le temps d'intervention est trop court pour avoir un réel impact, souvent sans possibilité d'assurer un suivi ou un accompagnement
- les OJ ont parfois des difficultés à « entrer dans l'école » (nécessité d'avoir fait ses preuves, frilosité par rapport à une thématique, etc.)

C. QUESTIONS

Afin d'éviter l'effet « one-shot », comment améliorer l'impact de nos interventions en matière de formation des enseignants ?

- Comment concrètement interpellier l'éducation formelle afin de prendre une place d'acteur au sein de la formation des enseignants ?
- Faut-il les intégrer dans les programmes des Hautes Écoles (formation initiale) et les systématiser dans les instituts/centres de formation continue pour enseignants ?
- Faut-il y consacrer une ligne budgétaire spécifique ?

Comment améliorer la visibilité et la reconnaissance des OJ auprès de l'Enseignement ?

- Faut-il prévoir dans la formation initiale des enseignants un module de présentation du secteur Jeunesse et des partenariats possibles ?

- Faut-il intégrer davantage d'information sur nos sites et publications respectifs ? Faut-il démultiplier les initiatives comme l'ECOJ ou autres supports de communication présentant les OJ qui sont prêtes à travailler avec les écoles : leurs thématiques, leur lieu d'action, leur public (enseignants ou étudiants), etc. ?

Comment répondre aux besoins de pratique formulés par les (futurs) enseignants ?

- Est-ce que les cadres organisant les stages ou autres travaux pratiques des futurs enseignants ou des enseignants en formation continue offrent suffisamment de flexibilité pour pouvoir bénéficier de la collaboration des OJ ?

Journée des OJ 2017 : Evaluation

La journée des OJ, ...

<i>C'était une première pour moi</i>	42	72%
<i>Je suis déjà venu-e lors de l'édition précédente</i>	16	28%
Total	58	100%

Je suis venu-e à cette journée ...

<i>Parce que les thématiques m'intéressaient</i>	36	40%	* Autre : membre de la CCOJ, stand oj.be, attribution professionnelle
<i>Pour rencontrer d'autres OJ</i>	47	52%	
<i>Autre *</i>	7	8%	
Total	90	100%	

Par quel canal avez-vous eu connaissance de cette journée ?

<i>Via votre directeur/trice - coordinateur/trice</i>	18	25%	** Autre : non précisé
<i>Via votre fédération</i>	17	24%	
<i>Via Service Jeunesse</i>	18	25%	
<i>Via un-e collègue, une connaissance</i>	7	10%	
<i>Autre **</i>	11	16%	
Total	71	100%	

L'organisation de l'événement vous a paru ...

<i>Excellent</i>	9	16%
<i>Bonne</i>	42	72%
<i>A améliorer</i>	7	12%
<i>Mauvaise</i>	0	0
Total	58	100%

Les ateliers du matin vous ont paru ...

<i>Très intéressants</i>	9	16%
<i>Intéressants</i>	32	55%
<i>A améliorer</i>	17	29%
<i>Peu pertinents</i>	0	0
Total	58	100%

La séance plénière de l'après-midi vous a paru ...

<i>Très intéressante</i>	1	2%
<i>Intéressante</i>	24	41%
<i>Sans intérêt</i>	15	26%

<i>Peu pertinente</i>	18	31%
Total	58	100%

Journée des OJ 2017 : Evaluation

L'organisation de l'événement		
Remarques positives	Remarques négatives	Remarques mitigées
<ul style="list-style-type: none"> • Lieu pratique, facile • Horaire et inscription facile • Très bonne organisation • Delocalisation : chouette 	<ul style="list-style-type: none"> • Lieu difficile d'accès (particulièrement en transport en commun) • Lieu trop grand pour 60 personnes • Lieu trop froid et sans âme • Cafouillage dans les locaux / heures d'ateliers • Pas d'activités organisées pour se faire rencontrer les OJ 	<ul style="list-style-type: none"> • Distance (lieu) - difficile pour l'accès en train • Marlagne : pas très lumineux et chaleureux • Communication mitigée • Limite à 2 personnes par OJ, trop peu

Les ateliers du matin		
Remarques positives	Remarques négatives	Remarques mitigées
<ul style="list-style-type: none"> • Très intéressant, passionné et passionnant • Bon concept où chacun-e y trouve son compte 	<ul style="list-style-type: none"> • Trop courts • Décalage entre OJ et intervenant : mercantilisme • animateurs peu préparés / peu adaptés au public • Pas d'animateur/trice pour le débat • Trop théorique et sans lien avec les OJ et leur travail • Décalage entre descriptif des ateliers et contenus 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas assez concret • Trop informatif • Manque de clarification sur le type d'ateliers : informatif / échange d'idées

La plénière de l'après-midi		
Remarques positives	Remarques négatives	Remarques mitigées
<ul style="list-style-type: none"> • Questions intéressantes du GT OJ - Ecole 	<ul style="list-style-type: none"> • Peu pertinent • Pas d'interaction avec le public - politiquement correct • Trop longue • Pas dans le sens de l'éducation permanente (trop top down) • Pas de contextualisation • Mauvaise qualité des interventions • Pas de dynamisme, d'interaction avec le public, trop pointu 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de lien entre les ateliers du matin et les OJ

Journée des OJ 2017 : Evaluation

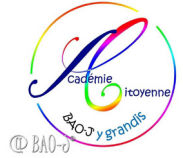
L'organisation

Remarques positives	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> • Besoin de continuer ce genre d'événements 	<ul style="list-style-type: none"> • Un autre lieu, plus accueillant et chaleureux • Une construction en amont des ateliers • Des ateliers plus longs avec des objectifs clairs • Des descriptifs plus approfondis • Plus de moments de rencontres • Plus d'éducation permanente

Le contenu du programme

Remarques positives	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> • Ne rien changer, c'était parfait 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin de moments ludiques sur la journée • Thème plus englobant • Fixer un objectif commun à la journée (prise de position sur un sujet d'actualité par exemple) • Plus d'échanges de pratiques • Fixer des moments de rencontres entre OJ • Fixer un canevas commun pour tous les ateliers • Pas de plénière, uniquement des ateliers • Avoir des sujets plus en phase avec les réalités de terrain des OJ • Moins de théorie, plus de pratique

ONT PARTICIPÉ
À CETTE
JOURNÉE



Service Jeunesse de la FWB



Cabinet de la Ministre de la Jeunesse



Cabinet du Ministre de l'Enseignement supérieur



Cabinet de la Ministre de l'Education